

6 Politique

Session extraordinaire du Conseil municipal de Libreville

Adoption du SDAU de la capitale gabonaise

J.K.M

Libreville/Gabon

Le Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de Libreville et les nouveaux plans d'occupation des sols devraient faire de la capitale gabonaise une métropole écologique, harmonieuse et dynamique.

AU terme des travaux de la session extraordinaire du Conseil municipal de Libreville, qui se sont ouverts et achevés, hier, dans les locaux de l'Hôtel de ville, sous la présidence du maire de la capitale gabonaise, Rose Christiane Ossouka Raponda, les conseillers municipaux ont adopté à une large majorité le Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de Libreville (SDAU), les nouveaux plans d'occupation des sols (Pos) d'un ensemble intégrant les communes de Libreville, Owendo, Akanda et Ntoum, dénommé "le Grand Libreville", ainsi que la délibération y relative.

De fait, Libreville vient de se doter d'un outil de planification à moyen et long termes, qui permettra de mieux organiser l'espace urbain tout en maîtrisant au mieux le développement socio-économique de la plus grande ville de notre pays. D'autant plus que, depuis de nombreuses années, du fait de la forte pression induite par les flux migratoires, la capitale gabonaise s'étend de manière anarchique. Avec, à la clé, la prolifération des quartiers sous-intégrés manquant de presque tout, où les conditions de vie des populations sont des plus précaires. Bref, c'est dire que le SDAU et le Pos devraient, à terme, faire de Libreville une métropole plus harmonieuse, inclu-



Le maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda, à l'ouverture des travaux.



Vue partielle des conseillers municipaux.

sive, écologique et dynamique jouant pleinement et convenablement son rôle de locomotive de développement du pays. En devenant véritablement un pôle régional de services, tout en étant une cité ouverte sur le monde en attirant des investisseurs étrangers susceptibles de placer leurs capitaux dans le développement économique et industriel.

Tout comme à l'ouverture des travaux, à la clôture, Rose Christiane Ossouka Raponda a indiqué que "le SDAU consacre le début de la réalisation du souhait du président de la République, Ali Bongo Ondimba. Pour lequel, depuis son accession à la magistrature suprême en 2009, un urbanisme harmonieux et durable de tous les centres urbains, et en particulier Libreville, constitue une priorité essentielle de son programme de développement du Gabon".

Miroir du gouvernement

Quid de l'action de certains ministres ?

UN peu plus de trois mois après sa formation, nous devons à la vérité reconnaître que l'équipe "Issoze Ngondet III" s'attelle à matérialiser la feuille de route à lui assignée le 4 mai dernier. Pour preuve, le processus d'organisation des élections législatives est définitivement sur les rails. Les dates (6 et 27 octobre) du scrutin ont été rendues publiques, récemment, par le Centre gabonais des élections (CGE). L'opération de révision de la liste électorale est définitivement bouclée, les présidents des différentes commissions électorales sont connus, etc. Sur un tout autre plan, le Fonds monétaire international (FMI) a consenti à ac-

corder, le 1er août dernier, à notre pays, la seconde tranche de son appui financier au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC). Une manière pour le Fonds de saluer les efforts entrepris par le gouvernement en matière de réduction du train de vie de l'État, d'assainissement des finances publiques, de maîtrise de la masse salariale de la Fonction publique, d'optimisation des recettes fiscales avec la mise en place prochaine de l'Office gabonais des recettes (OGR). De même, en dépit des contraintes budgétaires actuelles, "l'équipe Issoze Ngondet III" s'active à matérialiser les mesures énoncées par le chef de l'État, Ali

Bongo Ondimba, lors de son allocution radiotélévisée à la nation le 31 décembre dernier. L'opération de réhabilitation des écoles primaires se poursuit à l'échelle nationale, tout comme celle d'installation des lampadaires dans plusieurs localités du pays. Cette année, les examens scolaires se sont déroulés sans anicroche. Il faut remonter plusieurs décennies en arrière, pour retrouver une telle situation dans notre pays. Car, ces derniers temps, le baccalauréat et le Brevet d'études du premier cycle (Bepc) se tenaient sur fond de revendications syndicales des enseignants. Quoiqu'on en dise, tous ces résul-

tats et bien d'autres ne sont pas le fruit du hasard. Et que, quand bien même le principe de la solidarité gouvernementale soit de mise, n'empêche que cela est à mettre à l'actif de certains membres du gouvernement. Ce qui, me diriez-vous, est tout à fait normal. Vu que, dès l'instant où des ministres sont appelés à mener des actions dans leurs sphères de compétence respectives, le minimum qu'on puisse en attendre est la réussite. Ce qui, de leur part, dénoterait, une certaine connaissance et maîtrise des dossiers. Bref, tout ceci pour relever que depuis la mise en place de "l'équipe Issoze Ngondet III", cer-

tains de ses membres ont pu ou su, plus exactement, donner une lisibilité à leurs initiatives à la tête des départements ministériels dont ils ont la charge. C'est dire que, si jamais, Emmanuel Issoze Ngondet, venait à évaluer les membres de son équipe à travers des entretiens, à l'image de son homologue français, Édouard Philippe, nombre d'entre eux pourraient se faire sèchement cadrer. D'autant que, à tort ou à raison, on a le sentiment que d'aucuns éprouvent toutes les peines du monde à exister au sein du gouvernement. À telle enseigne que depuis leurs prises de fonctions, ils n'ont rien réussi de significatif.